

FEUILLE DE ROUTE PRÉVENTION PROMOTION POUR LA SANTÉ DANS LE LOIRET

ÉDITION 2025



ÉDITO

Le Projet régional de santé (PRS) 2023-2028 trace les grandes orientations de la politique de santé pour les cinq prochaines années en Centre-Val de Loire. Le Plan Régional Santé Environnement (PRSE4) marque l'importance de l'intégration des enjeux liés à la santé environnementale dans les politiques publiques et les actions à mener. Pour garantir une mise en œuvre adaptée aux spécificités locales, nous avons choisi, en concertation avec les instances de démocratie sanitaire, d'élaborer des feuilles de route départementales axées sur la prévention. Ce travail de terrain a permis de dégager des priorités d'action propres à chaque territoire, réévaluées chaque année pour mieux répondre aux besoins de la population et aux défis de santé publique.

Dans le Loiret, cette feuille de route, pilotée par la Délégation départementale de l'ARS Centre-Val de Loire, est le fruit d'une collaboration étroite entre acteurs locaux et équipe régionale.

Elle poursuit plusieurs objectifs clés :

- traduire concrètement la stratégie régionale en actions de proximité, ancrées dans la réalité des territoires ;
- rendre l'offre de prévention plus lisible et accessible, en particulier pour les publics en situation de précarité dans le cadre du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des plus démunis (PRAPS) ;
- assurer un suivi rigoureux des actions du PRS pour atteindre les objectifs fixés ;
- planifier efficacement les interventions via une programmation pluriannuelle, garantissant une mobilisation optimale des ressources.

Cette déclinaison départementale réaffirme le rôle essentiel de la prévention en santé. Elle vise à agir sur les déterminants de santé – comportements individuels et environnementaux – avec une approche globale et positive, dès le plus jeune âge et tout au long de la vie.

Nous avons à cœur de donner une réalité concrète à ces engagements : dépistage, santé environnementale, nutrition, lutte contre les addictions... Autant d'enjeux majeurs sur lesquels nous devons collectivement agir pour améliorer durablement la santé et la qualité de vie des habitants du Loiret.

L'ARS et ses partenaires sont pleinement engagés dans cette dynamique collective. Je tiens à remercier chaleureusement Mme Catherine Fayet, Directrice de la Délégation départementale du Loiret et ses équipes pour leur mobilisation sans faille. Merci également à tous les acteurs investis dans cette ambition partagée : ensemble, faisons de la prévention un levier puissant pour une meilleure santé publique !

Clara de Bort
Directrice générale

Contexte territorial

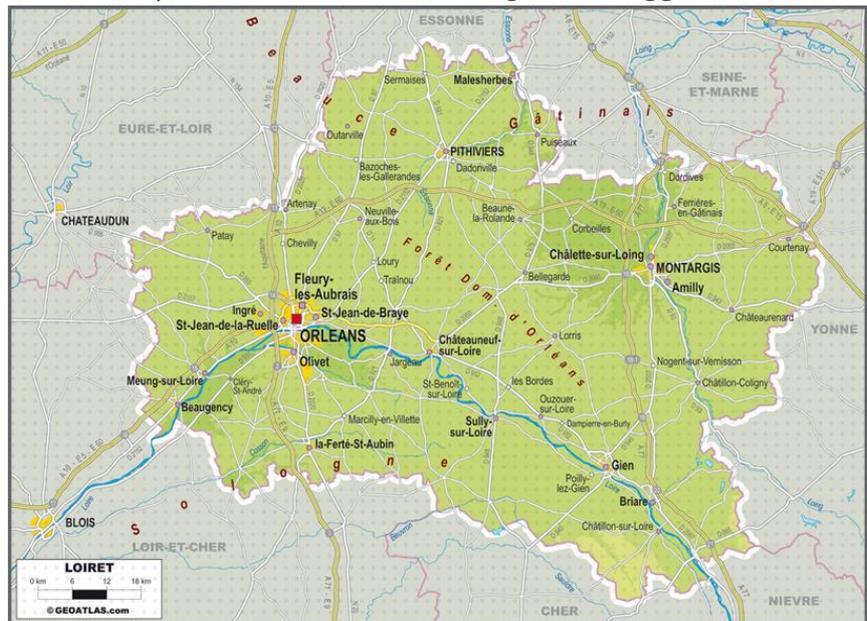
- **Répartition démographique**

Le Loiret, avec une superficie d'environ 6775 km² comprend 3 arrondissements : Montargis, Orléans, Pithiviers, soit 21 cantons et 325 communes. [1]

Depuis 2017, le département est structuré en 16 EPCI [1] et compte 19 quartiers prioritaires [1] au titre de la politique de la ville.

Il représente le département le plus peuplé de la région Centre avec 682 187 habitants en 2020. [3] Celle-ci se concentre, à plus de 80% autour des grandes agglomérations que sont Orléans (42%), Montargis, Pithiviers et Gien.

L'agglomération Orléanaise étend l'influence de sa métropole sur une grande partie de l'Ouest du Loiret et certaines parties des départements limitrophes, dans le cadre notamment de l'axe de développement économique le long de la Loire (axe ligérien).



Montargis, agglomération de taille intermédiaire est caractérisée par ces nombreuses voies de communication, notamment orientées vers Paris.

Pithiviers et Gien sont des territoires plus ruraux avec la présence de pôles urbains de taille plus limité.

- **Données démographiques**

La population du Loiret continue de connaître une croissance démographique dynamique même si elle reste modérée.

Les projections démographiques montrent également une perspective forte de vieillissement de la population car la part des 75-84 ans va augmenter de 40% dans la région Centre Val de Loire d'ici 2030.

		TERRITOIRES								
		18	28	36	37	41	45	CVL	France Métropolitaine	
Sources : INSEE, Observatoire des territoires										
Bleu : données inférieures aux données régionales										
Rose : données supérieures aux données régionales										
Nombre d'habitants (2020)		294 878	429 641	218 129	608 781	327 835	682 187	2 561 451	65 123 843	
Nombre d'habitants (2015)		308 992	434 035	224 200	604 966	333 050	673 349	2 578 592	64 300 821	
Croissance démographique de 2015 à 2020		-4,8%	-1,0%	-2,8%	0,6%	-1,6%	1,3%	-0,7%	1,3%	
Densité population (hab/km2) (2018)		41,9	73,5	32,5	99,2	52,1	100,2	65,7	105,5	
Population par tranche d'âge (2020)	> 20 ans	21%	25%	19,9%	23,5%	22,3%	25,3%	23,3%	23,8%	
	20 à 64 ans	52,7%	53,8%	51,3%	54,4%	52,2%	54,2%	53,4%	55,5%	
	> 65 ans	26,3%	21,2%	28,7%	22,1%	25,5%	20,4%	23,3%	20,6%	
	> 75 ans	12,3%	9,7%	14%	10,4%	12,3%	9,4%	10,9%	9,6%	
Taux de natalité (2020)		8,7%	10,4%	8%	9,9%	9%	11,2%	9,9%	11%	
Indice de vieillissement (personnes >=65 ans pour 100 jeunes de <20 ans)		117	78	133	88	105	76	92		
Indice de jeunesse (jeunes <20 ans pour 100 personnes >=60 ans)		66	97	59	87	74	100	84		
Indicateur conjoncturel de fécondité pour 100 femmes (2020)		183	198	181	174	191	194	186	179	
Part des familles monoparentales (2018)		14,4%	13,5%	14,3%	13,9%	12,8%	14,7%	14%	9,9%	

Le département du Loiret reste néanmoins le département avec la plus forte part de moins de 25 ans (30,5%) dans la région, en étant de deux points supérieurs aux taux régional et d'un point supérieur aux taux nationaux. (INSEE, 2021)

Estimations de population par sexe et âge au 1er janvier 2021 : comparaisons départementales

Source : Insee, estimations de population (données provisoires)

	Ensemble	Part des 0 à 24 ans (en %)	Part des 25 à 59 ans (en %)	Part des 60 ans ou plus (en %)	dont part des 75 ans ou plus (en %)
18 Cher	296 794	↓ 25,2	↓ 40,9	↑ 33,9	12,4
28 Eure-et-Loir	428 178	↓ 29,2	↓ 42,9	↑ 27,9	9,8
36 Indre	216 698	↓ 23,9	↓ 39,4	↑ 36,7	14,1
37 Indre-et-Loire	609 408	↓ 29,3	↓ 42,1	↑ 28,7	10,5
41 Loir-et-Cher	326 375	↓ 26,1	↓ 40,9	↑ 32,9	12,4
45 Loiret	683 998	↑ 30,5	↓ 42,8	↑ 26,7	9,5
Centre Val de Loire	2 561 451	28,3	41,9	29,8	10,9
France métropolitaine	65 235 843	29,3	43,6	27,1	9,6

- **Données socio-économiques**

La pauvreté financière est présente dans les grandes aires urbaines et dans les territoires isolés tels que l'est du département. Globalement, dans l'Est du département la part des familles monoparentales, de personnes isolées, et de familles allocataires vivant sous le seuil de bas revenus est plus élevé qu'à l'Ouest.

Plus précisément, les territoires les plus fragiles sont : la CC Giennoises, CC du canton de Briare, CC du canton de Chatillon-sur-Loire, CC de Chatillon sur Coligny, CC du Sullias, Montargis et Rives du Loing (AME), Chalette-sur-Loing, Villemandeur, Amilly et la CC le cœur du Pithiverais.

Par ailleurs, on dénombre dans le Loiret 19 quartiers prioritaires de la politique de la ville (52 en Centre-Val de Loire et 1441 en France en 2020).

Dans le Loiret, 7,2% de la population vit en QPV. La moitié des QPV sont situés dans la métropole orléanaise. Le QPV de La Source à Orléans est le plus peuplé du département et de la région avec 11 300 habitants.

- **Données sociales**

Les données sociales montrent un département qui se situe dans la moyenne nationale avec cependant pour les jeunes, un taux significatif de pas ou peu diplômés (indicateurs supérieurs à la moyenne régionale et nationale).

En effet, 18% des jeunes de 20-24 ans sont sortis des études sans diplôme. Il est observé un écart important entre EPCI (de 12% en CC de la Forêt, 24% pour l'AME). Le Loiret connaît également un taux de 14% de jeunes âgés de 16-17 ans en difficulté de lecture (+700 jeunes).

Le Loiret compte environ 2000 enfants en situation de vulnérabilité accueillis à l'Aide Sociale à l'Enfance. En 10 ans ce nombre a fortement augmenté (+42% contre 33% en France métropolitaine).

Les personnes en situation de handicap sont plus de 9000 à bénéficier de l'allocation adulte handicapé (AAH) selon les données de la CAF, avec une augmentation de 7% en 5 ans (+ 11% au niveau national). Plus de la moitié d'entre elles sont dans la métropole orléanaise.

Les bénéficiaires de l'allocation autonomie représentent 18% des personnes âgées de plus de 75 ans.

- **Données épidémiologiques**

Dans sa globalité, le Loiret est un département montrant des indicateurs favorables en matière d'espérance de vie et de mortalité. Pourtant de fortes inégalités infra-territoriales existent.

Source : DREES		TERRITOIRES							CVL	France Métropolitaine	France Métropolitaine et DROM
		18	28	36	37	41	45				
Espérance de vie à la naissance (2012) [1]	Hommes	76,8	78,3	77,3	79,4	78,7	79,2	78,5	78,5	/	
	Femmes	84	85	84,4	86	85,1	85,3	85,1	84,9	/	
Espérance de vie à la naissance (2020)	Hommes	76,8	78,6	78,2	79,8	78,6	79,6	78,9	79,2	79,1	
	Femmes	84,2	84,7	83,8	85,4	84,9	85,2	84,8	85,2	85,1	
Taux standardisés de nouvelles admissions en ALD toutes causes confondues pour 100 000 habitants (2010-2013) [2]		2122,1	2335,1	2335,3	2111,2	1984,0	2219,6	2181,6	2251,8	/	
Taux brut de mortalité (2020)		14%	10,5%	15,3%	10%	12,8%	9,3%	11,2%	10%	9,9%	
Évolution mortalité 2020/moyenne 2015-2019 [3]		12,3%	12%	10%	8,6%	13,7%	5,6%	9,9%	14,5%	/	
Taux de mortalité des 0-64 ans (prématuré) (2020)		2,3%	2%	2,2%	1,8%	2%	1,8%	2%	1,9%	1,9%	

Le Loiret est le 3ème département de la région Centre-Val de Loire connaissant le taux standardisé de nouvelles admissions en ALD le plus élevé, toutes causes confondues. Il est légèrement supérieur à celui de la France hexagonale (2 963/100 000 habitants pour le Loiret contre 2 918/100 000 habitants France –source diagnostic PRS3 ORS CVL données 2017-2020).

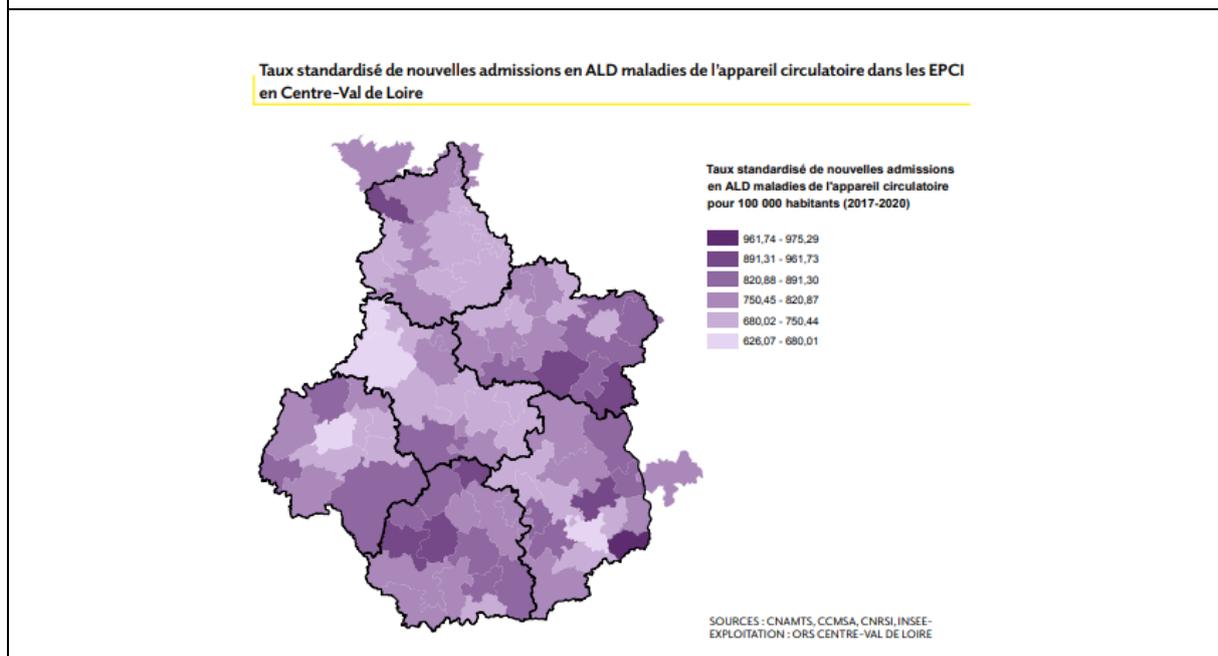
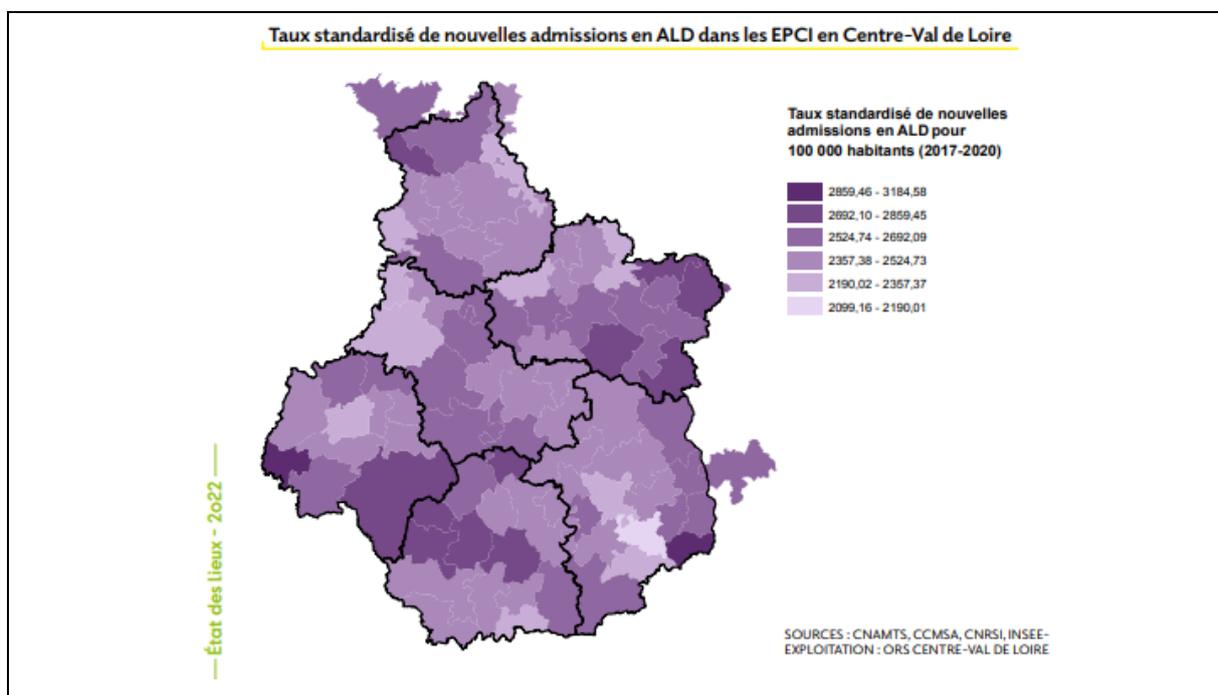
L'ensemble des éléments et données de l'ORS valorisés lors des travaux sur le projet régional de santé de 3^{ème} génération sont consultable sous ces liens :

<https://www.centre-val-de-loire.ars.sante.fr/media/96330/download?inline>

<https://www.centre-val-de-loire.ars.sante.fr/media/100638/download?inline>

Les principales ALD identifiées par ordre décroissant sont les maladies cardiovasculaires, les tumeurs malignes, le diabète, les affections psychiatriques et les affections neurodégénératives.

Le Loiret montre un taux standardisé d'ALD de l'**appareil circulatoire** plus marqué à l'Est du département et se classe en 2^{ème} position dans les départements au niveau régional.

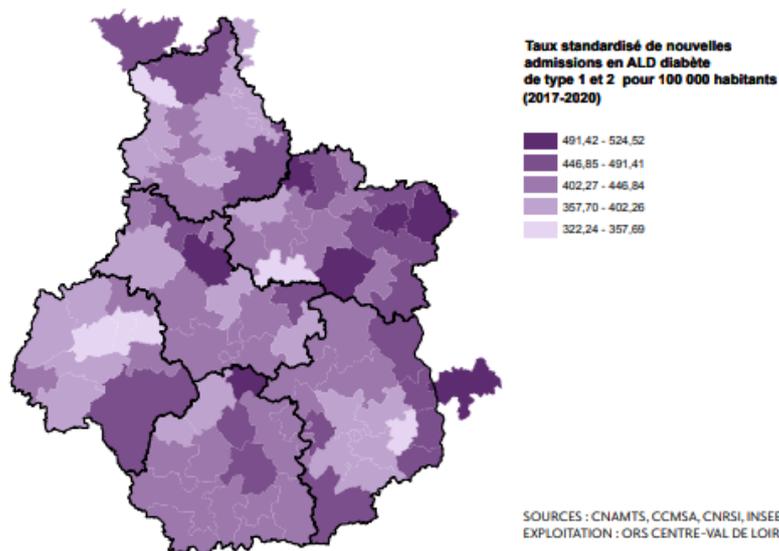


S'agissant des **cancers**, le Loiret a un taux standardisé de nouvelles admissions quasi identique à celui de la France hexagonale. Ce n'est pas le cas pour les personnes souffrant de **diabète**, puisque le Loiret se situe au-dessus du taux national, et montre le taux standardisé le plus élevé de la région.

Loiret	2 912	449,1*	37 363
Centre-Val de Loire	10 969	418,2*	142 729
France hexagonale	251 395	401,5	3 129 155

SOURCES : CNAME, CCMSA, CNRSI, INSEE-EXPLOITATION : ORS CENTRE-VAL DE LOIRE
EFFECTIFS ANNUELS MOYENS ET TAUX STANDARDISÉS POUR 100 000 HABITANTS. (POPULATION RÉFÉRENCE : FRANCE HEXAGONALE RP2018).
* ÉCART À LA MOYENNE NATIONALE STATISTIQUEMENT SIGNIFICATIF

Taux standardisé de nouvelles admissions en ALD diabète dans les EPCI en Centre-Val de Loire

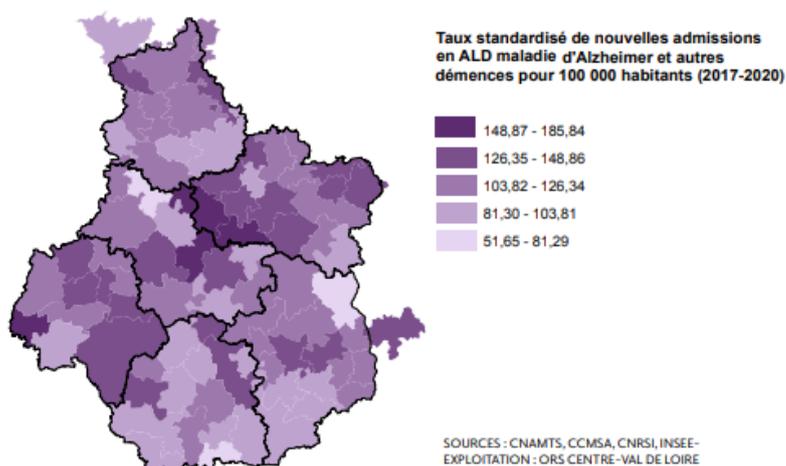


S'agissant de nouvelles admissions en ALD **maladie d'Alzheimer** et autres démences, il est observé un taux standardisé plus élevé que dans le reste de la région, mais très proche du taux national.

Loiret	854	131,8	4 058
Centre-Val de Loire	3 422	121,2*	16 334
France hexagonale	80 668	130,3	405 536

SOURCES : CNAME, CCMSA, CNRSI, INSEE-EXPLOITATION : ORS CENTRE-VAL DE LOIRE
EFFECTIFS ANNUELS MOYENS ET TAUX STANDARDISÉS POUR 100 000 HABITANTS. (POPULATION RÉFÉRENCE : FRANCE HEXAGONALE RP2018).
* ÉCART À LA MOYENNE NATIONALE STATISTIQUEMENT SIGNIFICATIF

Taux standardisé de nouvelles admissions en ALD maladie d'Alzheimer et autres démences dans les EPCI en Centre-Val de Loire



- Répartition par thématique

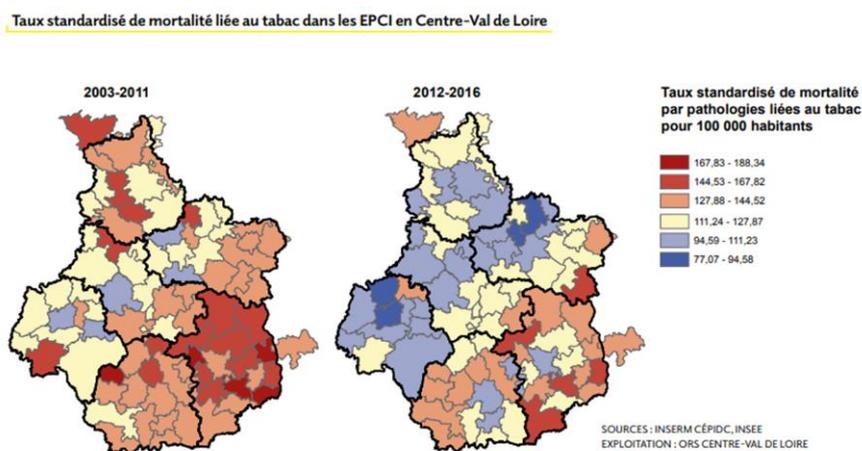
LES CONDUITES ADDICTIVES :

Le tabac :

Le taux de mortalité lié au tabac est similaire à celui de la région et de la France hexagonale.

Il existe des disparités territoriales avec des taux de mortalité liés au tabac supérieur à ceux du département, de la région et de la France pour Gien et Montargis. [12] [11]

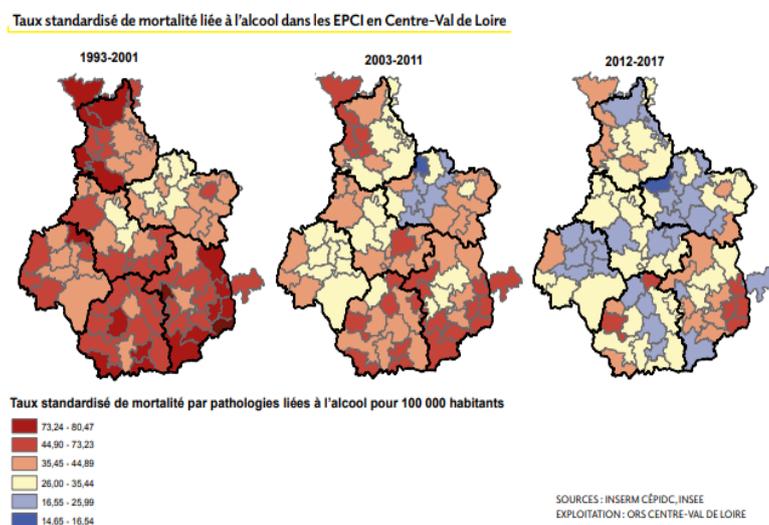
Entre 2003-2011 et 2012-2017, la mortalité liée au tabac a diminué en France et dans la région.



L'alcool :

La mortalité liée à l'alcool a diminué dans le Loiret de façon similaire au national. [9]

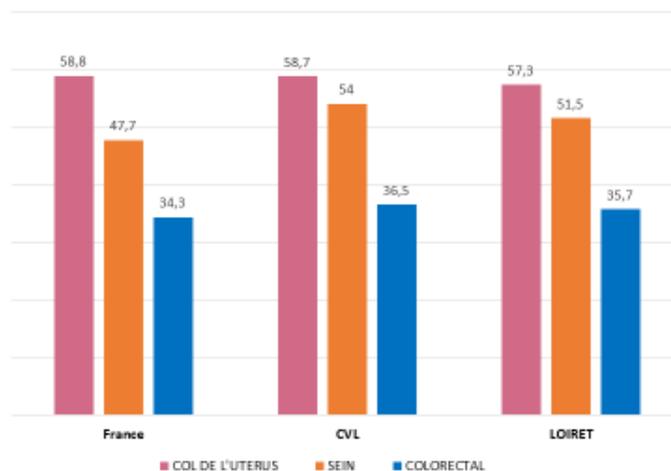
Les données recensées lors des diagnostics territoriaux des CLS montrent une mortalité plus conséquente dans les territoires à l'est du département (Territoire près de Gien et de Montargis) par rapport au département, à la région et à la France. [11] [12]



LE DEPISTAGE ORGANISE DU CANCER



Taux de participation aux trois programmes des Dépistages Organisés des cancers (DO) 2021-2022 (en %)



Dépistage du cancer du sein :

Une baisse du taux de participation au dépistage organisé du cancer du sein est constatée avec un taux à 51,5% sur l'année 2021-2022 contre 58,4% sur les années 2012-2013.

Dépistage du cancer du côlon-rectum :

Une stagnation du taux de participation au dépistage organisé du cancer du côlon-rectum pour le département (35,7%) et la région (36,5%) est observée selon les données 2021-2022, alors que dans le même temps le taux a augmenté au niveau national : 34,3%. [5]

VACCINATION

Pour les différents vaccins (DTP, coqueluche, Haemophilus influenzae b, hépatite B, pneumocoque, rougeole, oreillons, rubéole, méningocoque C, HPV et grippe) le taux de vaccinés a augmenté dans le Loiret, en région Centre-Val de Loire et en France entre 2020 et 2022. [8]

NUTRITION ET ACTIVITE PHYSIQUE

Entre 2017 et 2020, le département du Loiret a connu un taux standardisé de nouvelles admissions en ALD diabète de type 1 et 2 le plus élevé de la région (449,1 pour 100 000 habitants contre 418,2 dans la région et 401,5 en France hexagonale). [7]

Au sein du territoire :

- le Montargois en Gâtinais est le plus touché (434,8 nouvelles admissions pour 100 000 habitants),
- la Beauce Gâtinais en Pithiverais (413.1),
- et l'agglomération orléanaise (374.3). [10] [11] [12] [13],
- Entre 2015 et 2016 dans le Loiret 10 à 15% des élèves de 6ème étaient en surpoids ou obèses.

SANTE SEXUELLE

Dans le Loiret le taux d'IVG médicamenteuses est supérieur à celui de la région. De plus, 30.6% des IVG de la région, hors IVG médicamenteuses en ville, ont été réalisées dans le Loiret. [2]

La part des mères mineures au moment de l'accouchement sur l'ensemble des accouchements est de 0.5% dans le Loiret et de 0.6% en Centre-Val de Loire. Au niveau du CLS de Montargis, la part des mères mineures au moment de l'accouchement est de 0.8%. [12]

La part de mères mineures au moment de la conception sur l'ensemble des accouchements est de 0.9% dans le Loiret et 1.1% en CVL. [11] [12]

PARENTALITE

La grande partie des naissances du Loiret ont lieu dans l'agglomération d'Orléans. Le Gâtinais-Montargois et les trois pays sont des pôles de naissances moyens. Le pays Beauce Gâtinais en Pithiverais et le territoire du Giennois ont un poids plus faible. [2]

Le taux de natalité sur la période 2018-2020 est de 11,4 ‰ dans le Loiret, soit le taux le plus élevé de la région (taux en région 10‰ et en France 10,9‰) [7]

Le taux de préparation à l'accouchement est faible dans tous les territoires du Loiret (33,4% contre 40,2% en région pour la période 2011-2014) mais de façon plus marquée dans le Giennois et le Gâtinais-Montargois. [2] [11] [12]

La crise sanitaire a aussi eu un fort impact au sein de la famille avec la montée en charge des violences intrafamiliales.

LE TAUX DE MORTALITE PERINATALE

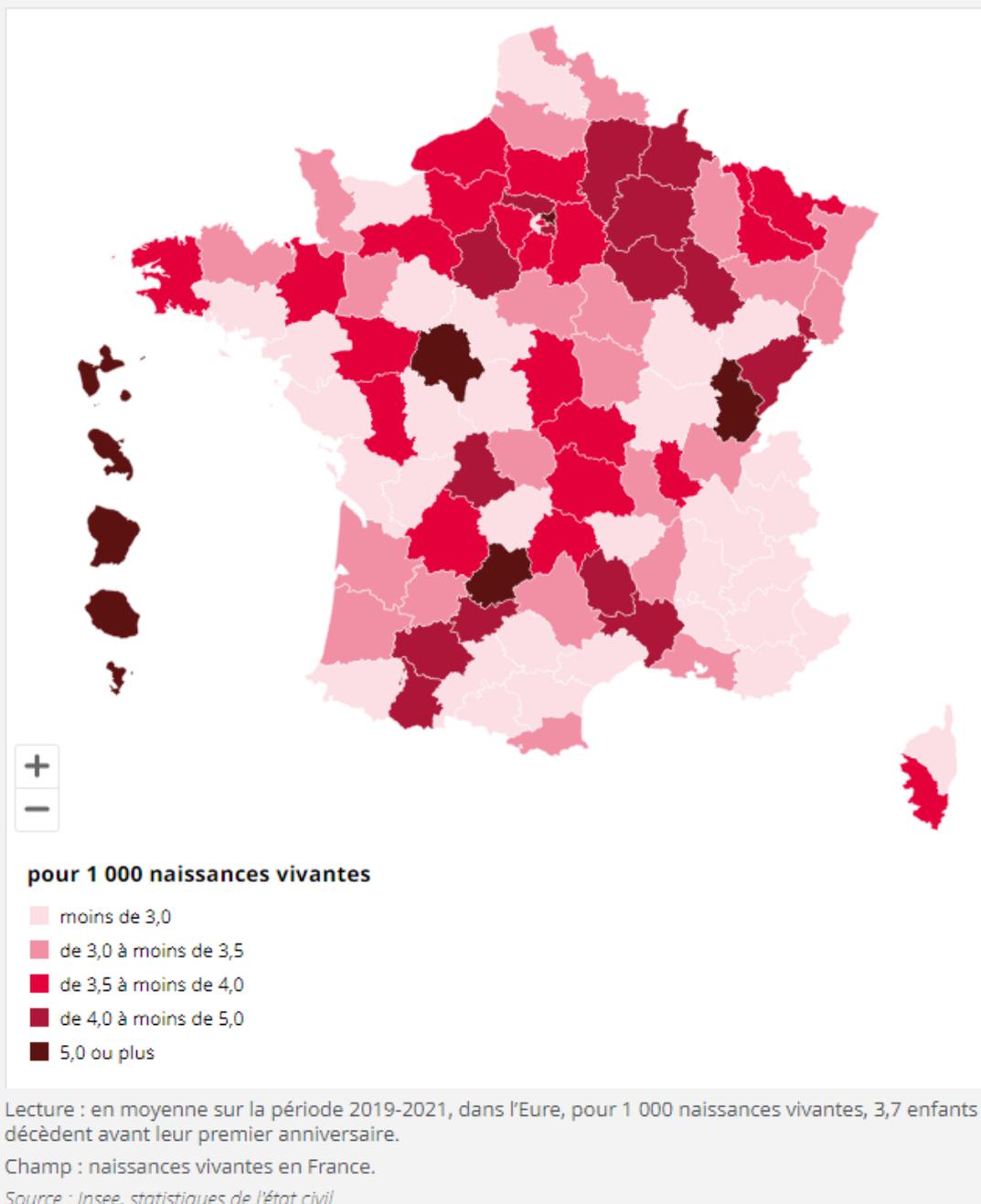
Le taux de natalité du Loiret est le plus élevé de la région Centre Val de Loire avec environ 7700 naissances par an. Il est également supérieur au taux national (10,9%) (source INSEE RP2018). Mais le nombre de naissances a tendance à baisser (de 2,6%) ces deux dernières années.

La part des femmes en âge de procréer (15-49 ans) est importante (41,1 %), comparable à celle observée au plan national (41,8%), supérieure au taux régional qui est de 39%. Les taux de familles monoparentales pour 100 familles avec enfants de moins de 25 ans (source INSEE RP 2018) sont beaucoup plus élevés dans la métropole orléanaise et dans l'agglomération montargoise.

Le département du Loiret ne fait pas partie des départements ayant un taux de mortalité infantile plus marqué qu'ailleurs en France métropolitaine.

Le taux de mortalité infantile pour 1000 naissances vivantes par département de domicile de la mère sur la période 2019-2021 est représenté par la cartographie suivante :

Figure 3a – Taux de mortalité infantile pour 1 000 naissances vivantes par département de domicile de la mère sur la période 2019-2021



SANTE MENTALE

La crise du COVID-19 a fait émerger l'importance de la santé mentale et notamment de sa prévention.

Concernant le suicide, le taux standardisé de la mortalité par suicide dans le Loiret est de 18.4 pour 100 000 habitants sur la période 2005-2012, soit un taux inférieur à la région. [2]

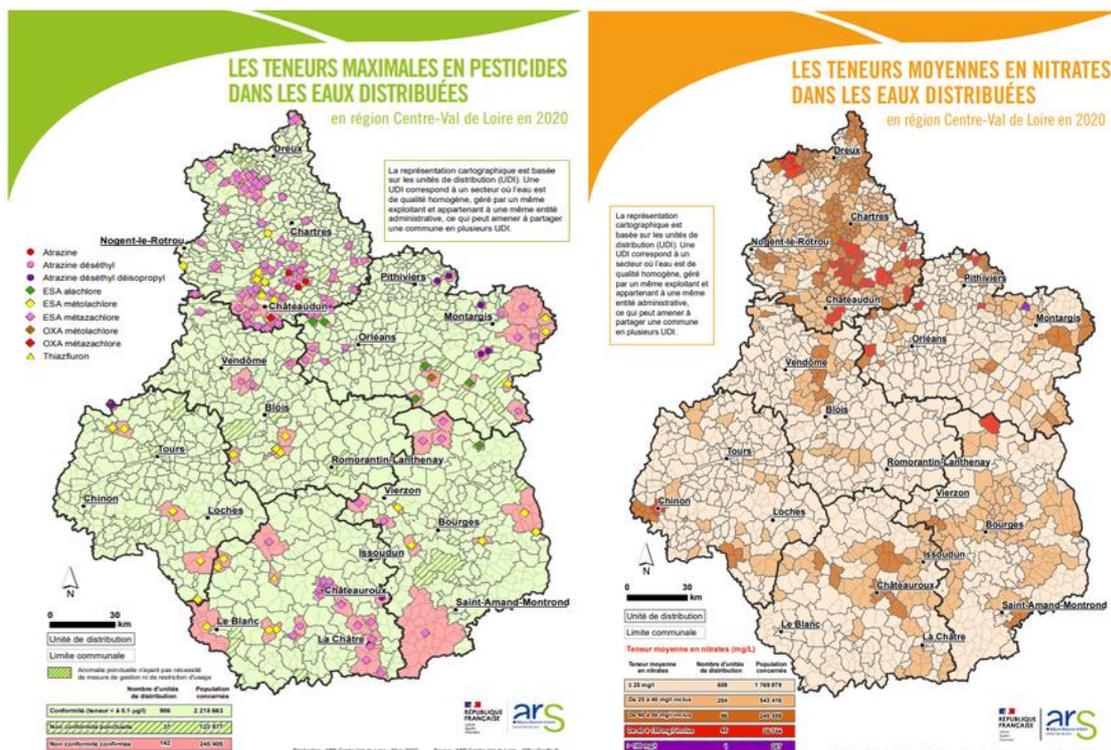
Ce taux a baissé et atteint 14.3 sur la période 2012-2017, mais reste supérieur au taux national (13.6). [7]

SANTE-ENVIRONNEMENT

Qualité de l'eau :

Légère augmentation en 2020 (9 unités) par rapport à 2015 (7 unités) des unités de distribution alimentées par une eau dont la teneur moyenne en nitrates était supérieure à la valeur limite réglementaire. Les zones les plus sensibles sont au Nord du Loiret (*Pithiviers et Montargis*).

Après une diminution de 2012 à 2015 (58 529 à 28 946 personnes) des personnes alimentées par une eau dont la teneur en pesticides était non conforme. On observe une ré-augmentation durant les trois années suivantes notamment avec une forte augmentation en 2018 (91 070 personnes) dû à la recherche d'une nouvelle molécule. Depuis 2019 une amélioration sensible et régulière de la qualité des eaux distribuées est constatée. En 2020, encore 57 440 personnes étaient concernées par ces non-conformités. [7] La zone la plus sensible se situe au Nord Est du Loiret (Montargis).



Qualité de l'air :

Le Loiret concentre un quart des zones sensibles de la région qui représente 25% de la surface du département. Les communes classées zones sensibles sont situées dans l'ouest du département, au nord et dans l'est (Orléans, Pithiviers, Montargis et leurs environs). [2]

Habitat indigne :

La part d'habitat indigne était de 3,8% en 2015, soit une part inférieure à la région CVL (5%). Certains territoires semblent davantage confrontés à la problématique des logements indignes. [7]

Sur l'ensemble des intercommunalités de l'Est du département, la part des logements privés potentiellement indignes dépasserait les 5% à l'exception de l'agglomération Montargoise et Rives du Loing et de la communauté de communes Giennoises. Elle atteindrait même 7,7% sur la communauté de commune Berry Loire Puisaye. [14] [16]

Précarité énergétique :

En 2020, 17,3% des ménages de la région sont en précarité énergétique contre 14% en France hexagonale. Dans le Loiret, cela concerne 15,3% des ménages, ces derniers étant situés à l'est du département. [7]

Bruit :

L'exposition aux transports routiers et ferroviaires est le seul indicateur d'évaluation du bruit utilisé. Le Loiret est le département le plus touché par le bruit lié aux transports ferroviaires. [7].

Déplacement domicile-travail :

La région Centre-Val de Loire enregistre des longueurs de déplacements plus importantes que la moyenne nationale. L'utilisation de voitures, camions ou fourgonnettes est le plus courant. Le Loiret suit la même tendance que la région. [7]

Moustiques tigre et maladie vectorielle :

Le moustique tigre a commencé à coloniser le Loiret en 2021. Le nombre de communes actuellement colonisées est de 24.

Ambrosie :

L'ambrosie est très présente dans le sud du département du Loiret et près des bords de Loire. [15]

Sources de données mobilisées

- [1] Département du Loiret (45) – COG | Insee
- [2] Diagnostic_Territorial_Loiret.pdf (sante.fr)
- [3] Dossier complet – Département du Loiret (45) | Insee
- [4] Taux de participation au programme de dépistage organisé du cancer du sein 2021-2022 et évolution depuis 2005 (santepubliquefrance.fr)
- [5] Cancer colorectal – Santé publique France (santepubliquefrance.fr)
- [6] Rapport ORS Centre de santé Loiret VF
- [7] determinants_et_etat_de_sante_2022_de_la_population.pdf (orscentre.org)
- [8] Bulletin de santé publique vaccination en Centre-Val de Loire. Avril 2022. (santepubliquefrance.fr)
- [9] SAS Output (ars-centre-val-de-loire.fr)
- [10] ORS Centre-Val de Loire - Diagnostic local de santé Beauce Gâtinais en Pithiverais
- [11] ORS Centre-Val de Loire - Diagnostic local de santé du Pays du Giennois
- [12] ORS Centre-Val de Loire - Diagnostic local de santé de l'Agglomération Montargoise et Rives du Loing et Pays du Gâtinais
- [13] ORS Centre-Val de Loire - Diagnostic local de santé de l'agglomération Orléans Val de Loire
- [14] Bulletin de santé publique arboviroses en Centre-Val de Loire. Juin 2023. (santepubliquefrance.fr)
- [15] download (sante.fr)
- [16] <https://www.loiret.gouv.fr/contenu/telechargement/63969/423448/file/PDLHI+sign%C3%A9bis.pdf>

I. Les dynamiques territoriales existantes identifiées dans le Loiret dans le cadre du groupe partenarial

Les dynamiques territoriales sont le reflet de politiques institutionnelles sectorielles : campagnes nationales de prévention de l'Assurance maladie et de la MSA, modalités d'intervention de l'Education Nationale via son service de santé, modalités d'intervention de l'ARS CVL via le financement d'acteurs de la prévention dans le cadre des orientations du ministère de la santé, déclinaison de la politique nationale par les services de la préfecture via des stratégies spécifiques (stratégie dite « Tacquet », ...). Ainsi la CPAM décline au plan local les campagnes de lutte contre la grippe, celle relative aux gestes barrière, celles relatives aux vaccinations et dépistages.

La CPAM met en place également plusieurs programmes de prévention annuels :

- Programme mission retrouve ton cap
- Programme MT dents
- Programme Mon bilan prévention. Déploiement aux 4 âges de la vie.
- Promotion du dépistage cancer
- Dépistage des maladies chroniques (asthme, diabète)
- Examens de l'enfant (dentaires, dépistages troubles visuels et du langage) en maternelle.
- Repérage des fragilités (notamment financière)
- Campagne de vaccination grippe et COVID
- Mon soutien psy et l'évolution de ce dispositif

La **caisse de mutualité sociale agricole** organise plusieurs types de campagnes également :

- Instances santé (à préciser)
- Formation sentinelle mal être
- Soirées débat
- Vaccination grippe et COVID19
- Prévention dentaire
- Invitation femme enceinte et post naissance à un bilan dentaire post grossesse dans les 1 an
- Invitation dépistage cancer + action d'aller vers par des entretiens téléphoniques motivationnels
- Action de santé travail avec la psychologue

L'ARS CVL décline localement la politique de prévention et de promotion de la santé grâce à des acteurs qu'elle finance : lutte contre les addictions, centre de vaccination et de dépistage, centre de lutte contre la tuberculose, actions de prévention/actions probantes auprès des jeunes et des enfants, sport et santé.

Elle promeut l'éducation Thérapeutique du patient via une association, Appui santé Loiret, qui assure la coordination au niveau départemental de cette mission.

Elle promeut également la plateforme d'Orientation et de Coordination du Loiret (handicap).

Au titre du dépistage et repérage précoce, la Plateforme d'Orientation et de Coordination du Loiret (PCO 45) portée par l'Aidaphi, permet aux familles d'avoir accès dès les 1^{ers} signes de difficultés repérées à un bilan, des soins et de la rééducation avec des professionnels en réseau dont elle coordonne l'action.

La PCO s'adresse aux 0-/6 ans et aux 7/12 ans. Elle garantit une intervention précoce et permet ainsi d'éviter le sur handicap.

C'est une fonction ressource pour les professionnels de santé, acteurs du dépistage.

En matière de santé environnementale et déterminants de la santé, l'ARS décline par ailleurs dans le Loiret le PRSE4 :

[Le 4e plan régional santé environnement | Agence régionale de santé Centre-Val de Loire \(sante.fr\)](#)

La PMI décline ses actions telles que prévues dans son champ de compétence au titre des politiques du Conseil Départemental :

[A quoi sert le service de Protection Maternelle et Infantile du Loiret ? | Conseil départemental du Loiret](#)

[Les bilans de santé en école maternelle | Conseil départemental du Loiret](#)

L'Education Nationale décline les orientations relatives à la santé des enfants selon les programmes prévus :

[Bien-être et santé des élèves | Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche](#)

S'agissant de la santé au travail, le Plan régional de la Santé au travail N°4 2021-2025 Centre Val de Loire a été formalisé en 2021 :

[4ème plan régional de santé au travail \(PRST4\) - Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités \(DREETS\)](#)

Ce plan régional a été élaboré par la DREETS avec tous les partenaires et institutions composant le comité Régional d'Orientation des conditions de Travail (CROCT). Il a identifié très prioritairement :

- la prévention des accidents du travail graves et mortels,
- la prévention des chutes dans les entreprises dont les entreprises sous-traitantes,
- la prévention par l'intervention auprès des maîtres d'ouvrage dès la phase de conception,
- la sensibilisation des responsables d'entreprises sur le risque routier.

Par ailleurs, les acteurs de la santé au travail tels que le CIHL -service de prévention et de santé au travail du Loiret- décline une stratégie de santé au travail en faveur des salariés des entreprises avec lesquelles il a contractualisé.

[Présentation - CIHL](#)

Les dynamiques territoriales sont aussi le reflet d'actions croisées et concertées entre institutions, en déclinaison de stratégies nationales.

La CPAM décline désormais, à partir de 2024, avec le **CRCDC**, les campagnes nationales de dépistage des Cancers (CRDC).

L'année 2024 marque en effet un changement dans la répartition des rôles entre l'Assurance maladie et le CRCDC car désormais, la gestion des invitations et des relances à participer à un dépistage des cancers est assuré par l'Assurance-Maladie. Le CRCDC se concentre sur sa mission de suivi des résultats pour l'ensemble des programmes de dépistages organisés, d'information et de formation des professionnels de santé sur le territoire et de suivi des patients dépistés.

Le développement des actions « d'aller vers » et en particulier les publics précaires, fragiles et éloignés des systèmes de santé est développé par le CRCDC.

L'ARS met en œuvre en partenariat avec **l'Education Nationale** le développement des actions probantes en santé publique dans les établissements scolaires.

Les compétences psycho-sociales (PRS3), leur promotion et la progression du nombre d'élèves pouvant en bénéficier est un enjeu fort de santé publique.

Plusieurs Etablissements scolaires bénéficient chaque année d'une action probante dans le Loiret.

Le développement de ces actions nécessite la coopération des directions d'établissement, des enseignants, des familles et des élèves.

Cela nécessite un travail important de concertation avec les professionnels de l'Education Nationale qu'il convient de favoriser et développer.

Depuis 2022, **la préfète, le Conseil Départemental et l'ARS CVL** contractualisent sur des objectifs communs concernant la périnatalité, la petite enfance et l'enfance dans le cadre d'une stratégie nationale.

(Cf. pièce annexe reprenant l'ensemble des objectifs)

La mise en œuvre de cette stratégie nationale de prévention et protection de l'enfance a permis d'impulser et de développer des actions concrètes pour renforcer l'accès à la prévention en santé de tous les enfants, et améliorer la situation des enfants protégés.

Les actions conduites sur les 3 années ont notamment permis de :

- Renforcer les articulations hôpital, ville, PMI et travail en réseau pour mieux repérer les situations de vulnérabilité en prénatal,
- Renforcer de l'action de l'association Parentèle qui agit précocement en assurant la sécurité des relations affectives entre parents et enfants,
- Renfort des liens avec les équipes de la maternité du CHU Orléans, HAD, PMI,
- Interventions sur le Montargois et Pithiverais via son équipe mobile,
- Proposer des actions de prévention collectives sur différents thèmes de prévention (alimentation, prévention accidents domestiques, relations aux écrans, prévention de la violence...),
- Proposer des actions de formations et communication pour limiter l'exposition des enfants aux polluants environnementaux à destination des professionnels PMI et élargi aux femmes enceintes, parents de jeunes enfants, aux lieux d'accueil du jeune enfant,
- Démarrer la mise en place un parcours de soins coordonnés au profit des enfants protégés en lien avec l'expérimentation en cours sur 4 départements au titre de l'article 51.

Les dynamiques territoriales sont enfin également le reflet d'initiatives partenariales locales :

Les contrats locaux de santé (CLS) représentent ainsi un partenariat actif entre collectivités locales et ARS. Le Loiret compte actuellement 3 contrats locaux de santé (CLS). La prévention est l'un des axes de développement de leurs actions.

⇒ Le CLS du PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne :

<https://www.centre-val-de-loire.ars.sante.fr/media/105476/download?inline>

⇒ Le CLS du Montargois Gâtinais :

<https://www.centre-val-de-loire.ars.sante.fr/media/115842/download?inline>

⇒ Le CLS du PETR Beauce Gâtinais en Pithiverais signé le 08/04/2024 :

<https://www.centre-val-de-loire.ars.sante.fr/media/132289/download?inline>

Ils permettent d'aborder des sujets transversaux de politiques publiques (prévention, attractivité) se référer au programme des actions de chacun etc.), et notamment également l'environnement favorable à la santé en référence au PRSE 4 afin de :

- Mobiliser les acteurs et démultiplier les aménagements favorables à la santé,
- Augmenter la place du végétal dans les villes et dans les établissements, en s'assurant qu'il soit porteur de santé et facteur de biodiversité,
- Valoriser les initiatives réussies en matière d'aménagement, d'atténuation ou d'adaptation au changement climatique en ville, dans les écoles, les entreprises,
- Outiller et accompagner les professionnels de santé (médecine de ville) vers un changement de pratiques vertueuses vis-à-vis du climat,
- Développer des habitats favorables à la santé en sensibilisant le grand public sur les polluants domestiques et en renforçant l'intervention des conseillers en environnement intérieur.

Les initiatives des collectivités locales sont aussi très diverses :

Campagne de vaccination contre la grippe en lien ou non avec une CPTS par des CCAS, propositions de forums ou interventions publiques sur des thématiques précises (diabète et obésité, activité physique etc...) par des communes, mise en place par le Conseil régional d'un dispositif de prévention pour les lycées depuis 2018 sur appel à projet en partenariat avec la FRAPS. La collectivité cible aussi son action sur le sport/santé et l'alimentation

Il convient de souligner que les initiatives des professionnels de santé eux-mêmes dans le cadre de leurs organisations territoriales de référence, se développent : MSP, CPTS et inter-CPTS, centres de santé. En effet, ils promeuvent des actions de prévention et de santé publique au bénéfice de leurs patientèles et au-delà de la population de leur bassin de vie.

⇒ Diagnostic partenarial – LOIRET (données ORS, synthèse FRAPS, données ARS CVL)

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Augmentation du taux de vaccination. ⇒ Part des moins de 25 ans sur le Loiret permettant une croissance démographique dynamique malgré le vieillissement de la population. ⇒ Baisse du taux de mortalité par suicide ⇒ Amélioration de la qualité des eaux distribuée ⇒ Couverture quasi-totale de la population du département par les CPTS ⇒ Capacités d'innovation collectives ⇒ L'existence d'un vecteur de communication = LILO santé qui peut aider au développement de la communication en prévention et promotion de la santé dans le département 	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ La population de l'Est du territoire plus touchée sur toutes les thématiques de santé publique retenues. ⇒ Taux plus faible de participation aux dépistages des cancers à l'Est du territoire. ⇒ Démographie médicale du Loiret en sous-densité ⇒ L'Est du territoire à un temps d'attente pour l'obtention d'un rendez-vous mammographie plus cours que dans le reste du département. Attention à prendre en compte le niveau de participation au dépistage plus bas dans cette même zone. ⇒ Baisse du taux de dépistage du cancer du sein ⇒ Taux élevé d'admission en ALD diabète type 1 et 2. ⇒ Pourcentage important de surpoids et obésité dès la 6^{ème}. ⇒ Difficulté de transport en zone rural. ⇒ Développement de l'ambroisie toujours important au bord de Loire. ⇒ Présence de maladie vectorielle (moustique tigre) ⇒ Absence de CLS à Gien et à l'ouest du Loiret (métropole orléanaise incluse) ⇒ Des actions de prévention, promotion de la santé qui ne bénéficient pas aux personnes en situation de handicap notamment sur les dépistages cancer du sein, cancer colorectal ⇒ Peu de coopération entre acteurs de la prévention et ESMS PH ⇒ Une prévention en santé sexuelle des personnes en situation de handicap en ESMS à développer et renforcer ⇒ Le principe de l'autodétermination ne bénéficie pas totalement aux personnes car moyens de communication non adaptés ce qui ne permet pas à la personne de faire un choix ⇒ Nécessité d'accompagner la parentalité en lien avec repérage et dépistage précoce ⇒ Le développement de l'éducation thérapeutique sur l'est du Loiret est insuffisant ⇒ L'existence une MDA dynamique mais fragile ⇒ Même champ d'intervention pour plusieurs institutions (PMI et CPAM = bilan en maternelle). ⇒ Manque d'information des populations sur les modalités de dépistages.

Opportunités	Risques
<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Possibilité de développement de l'aller vers en matière de dépistage des cancers du sein et du colon avec le CRCDC ⇒ Possibilité de développement de l'aller vers pour les publics sans protection sociale en matière de vaccination (CV et leurs partenariats locaux) ⇒ Des communautés professionnelles dynamiques s'engagent dans des actions de santé publique : CPTS, CV et CEGIDD et associations ... ⇒ Associations dynamiques en matière de lutte contre les addictions ⇒ Nouvelles orientations des crédits du FIR de l'ARS ⇒ Les capacités de communication des acteurs et de réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Persistance de fortes inégalités territoriales ⇒ Problématiques santé mentale notamment chez des plus jeunes accentué depuis le COVID et observé dès la maternelle ⇒ Des ruptures par manque de repérage et d'accompagnement de fragilité avant ou après la naissance ⇒ Difficulté à conventionner avec les professionnels libéraux pour assurer les interventions précoces dans le cadre de la PCO et déficit de professionnels en aval pour la réalisation des forfaits précoces, notamment sur l'Est du département (handicap), ⇒ La précarité sociale et difficulté pour les familles de comprendre et adhérer au processus de parcours proposé par la PCO ; le repérage des troubles de l'attachement est constaté + Le lien entre trouble psychique et précarité sociale

II. Mise en place d'un groupe départemental prévention rassemblant les acteurs majeurs de la prévention

Dans le cadre de cette feuille de route, il est proposé la mise en place d'un groupe départemental partenarial, véritable lieu d'interconnaissance et lieu de définition d'une stratégie concertée d'actions au bénéfice des populations du Loiret.

Objectifs :

- Mieux connaître le rôle, les orientations et objectifs prioritaires, les leviers d'action et le niveau de financement respectif de chaque acteur/décideur en matière de prévention ;
- Croiser les différents regards sur les problématiques rencontrées, l'état des lieux territorial et le diagnostic associé ;
- Partager et définir des objectifs communs prioritaires pour le département compte-tenu du diagnostic partagé, définir des actions concertées ...
- ...Et Proposer des groupes de travail à cet effet en tant que de besoin
- Intégrer la santé environnementale dans les objectifs territoriaux ;
- Se donner une lisibilité sur l'ensemble des actions faites par et avec les acteurs/opérateurs en prévention et promotion de la santé du territoire ;
- Etudier les modalités de communication/de relayage auprès des professionnels de santé ;
- Etudier les modalités de communication à l'attention des publics et d'adapter celle-ci pour ceux qui sont en situation de handicap ;
- Définir des outils partagés d'informations sur le développement de la prévention et promotion de la santé ;
- Et pouvoir faire toute proposition utile au développement de la prévention et de la promotion de la santé.

Composition du Groupe départemental prévention et promotion de la santé (GDPPPS) :

Le groupe pourrait être composé des acteurs suivants :

ARS

CPAM

CRCDC

MSA

Conseil Départemental

Conseil Régional

Associations des maires du Loiret

Education Nationale

DRAJES

DDETS

Préfecture

FRAPS

CIHL santé au travail

La présidente du Conseil Territorial de Santé du Loiret
Groupement Hospitalier de Territoire du Loiret
L'inter-CPTS du Loiret ou les CPTS
Les coordonnateurs des contrats locaux de santé du Loiret
Appui Santé Loiret – coordination de l'Education Thérapeutique du patient

La composition peut être élargie à d'autres acteurs/financeurs de la prévention.

Modalités de partenariat :

Le GDPPPS se réunit au moins 2 fois par an pour :

- Suivre les résultats de la mise en œuvre des objectifs qu'il s'est fixé, regarder l'impact des politiques menées auprès de la population ;
- Organiser une rencontre annuelle avec les acteurs /opérateurs de terrain sur les actions réalisées, échanger avec eux sur la nature des difficultés et opportunités de développement de la prévention et promotion de la santé dans le département, et favoriser les actions innovantes.

Outils informationnels proposés :

Pour assurer le suivi des résultats de la mise en œuvre de ses objectifs, un tableau de bord spécifique est élaboré, et partagé entre tous les acteurs et contributeurs. Il est actualisé au moins une fois par an.

III. Définition partenariale d'objectifs territoriaux co-construits

Des principes d'action :

- Agir prioritairement là où les territoires ont les indicateurs les plus défavorables et développer les démarches d'aller vers pour les populations les plus en difficultés et les plus précaires,
- Mettre comme condition systématique que les actions doivent être adaptées aux personnes en situation de handicap (supports communication et littératie en santé...),
- Se coordonner entre partenaires au regard des champs et des modalités d'intervention qui se croisent.

Les objectifs départementaux proposés :

Dans le cadre des nouvelles orientations nationales relatives au pacte des solidarités, poursuivre la mise en œuvre des objectifs convenus de manière partenariale :

Une attention plus particulière est portée sur le parcours de soin des enfants de l'ASE, avec une action de soutien inspirée très directement de l'expérimentation Santé protégée, la volonté de mettre en place une équipe mobile d'appui auprès des professionnels de l'ASE, et de prendre en compte plusieurs propositions d'accompagnements des personnes en situation de handicap.

Les objectifs poursuivis rejoignent également ceux relatifs aux mille 1ers jours. Ces actions se traduisent à travers notamment la programmation –PRIAC pour le Loiret notamment.

Augmenter la participation de la population aux 3 programmes de dépistages organisés dans le territoire, réduire les disparités infra-territoriales de recours aux dépistages avec l'aide active du CRCDC et de la CPAM. Un enjeu spécifique est repéré concernant les personnes en situation de handicap pour qu'elles puissent être touchées par ces campagnes d'une part, et pour que les supports de communication leur soient adaptés.

Augmenter la participation aux dépistages des IST et développer la prévention en matière de santé sexuelle en s'appuyant sur les professionnels de santé, avec l'aide active du CeGIDD ainsi que du réseau des acteurs de prévention en santé sexuelle du territoire. Un enjeu est repéré concernant les personnes en situation de handicap pour qu'elles puissent aussi avoir recours à ces dépistages d'une part, et pour que les supports de communication leur soient adaptés également.

Améliorer les taux d'adhésion aux vaccinations obligatoires et à la vaccination HPV.

Connaître la progression des rendez-vous de prévention fixés aux 4 âges, programme porté par l'AM et favoriser l'engagement des professionnels de santé dans cette démarche (cela inclut les personnes en situation de handicap)

Sport et santé : suivre l'évolution de la prescription sport/activité physique/santé dans le département

Santé des femmes : permettre aux femmes de bénéficier d'actions de prévention et d'accompagnement spécifiques lors de la période de la ménopause

Santé mentale et Prévention des conduites à risque , prévention du suicide (prioritaire) et prendre en compte la situation des agriculteurs : développer et élargir le public des formations PSSM, prendre en compte le parcours des enfants protégés, PJJ, et des enfants à double vulnérabilité en développant les coordinations de soins et de santé mentale de ces publics ; promotion de l'équipe Mobile d'intervention à domicile d'Evaluation et d'orientation (IDEO) qui permet un travail avec les bailleurs sociaux autour de situations individuelles et de proposer un accompagnement psycho-social aux personnes.

Développer les compétences psycho-sociales via notamment le maintien et le développement de programmes probants en milieu scolaire et augmenter la part des enfants et des professionnels formés.

En matière de nutrition : promouvoir une bonne hygiène de vie alimentaire en développant des actions en direction des jeunes en lien avec les collectivités locales

S'agissant de la lutte contre les addictions, développer le travail en réseau partenarial spécifique et pluridisciplinaire pour assurer la continuité des soins, développer la formation auprès des professionnels, et éventuellement mutualiser des compétences ; favoriser également les actions vers les publics les plus vulnérables, notamment ceux souffrant d'une grande précarité.

Dans le cadre de l'ETP, les objectifs poursuivis pour le département sont les suivants :

- Élargir le cercle des acteurs et fédérer autour de l'ETP en proposant une journée départementale des acteurs de l'ETP et en créant à la suite une communauté de pratiques en matière d'ETP ; l'appropriation des outils de l'ETP par les professionnels de santé et le développement de ceux-ci auprès des patients sont recherchés.
- Augmenter la part de la population du département bénéficiant d'une offre d'ETP

En matière de prévention en santé environnementale :

- Déployer la convention avec le CAUE45 afin d'inscrire l'Urbanisme Favorable à la Santé (UFS),
- Favoriser la logique gagnant-gagnant transition écologique / volet santé dans les CLS avec les PETR et collectivités locales, développer et identifier des partenariats locaux pour faire des actions concrètes et ciblées, créer un réseau d'acteurs et une cartographie des acteurs en SE,
- Inscrire l'Urbanisme Favorable à la Santé (UFS) dans les actions du CAUE, sensibiliser et accompagner les acteurs du territoire aux démarches UFS (collectivités locales, établissements et services médico-sociaux, établissements d'enseignement supérieur), rassembler des partenaires et acteurs du territoire autour de l'UFS et engager des démarches participatives, communiquer, diffuser et évaluer.

Développer le programme ICOPE (*Integrated Care for Older People*, d'après l'anglais, "Je fais face"), un programme inédit de santé publique de soins intégrés qui permet d'expérimenter une nouvelle approche préventive des soins en ciblant les capacités fonctionnelles ; **5 étapes** dites Steps : dépistage, évaluation, plan de soin personnalisé, fléchage du parcours de soins et suivi du plan d'intervention. Le programme ICOPE est promu dans la région par les CHU de Tours (le professeur Fougère) et Orléans. Ce sujet peut être proposé auprès de la Conférence des financeurs du Loiret.

Développer la médiation en santé en faveur des quartiers politique de la Ville et en zone rurale : 3 projets (en QPV et en zone rurale).

Anticiper avant l'automne les enjeux liés à la grippe saisonnière avec tous les acteurs de santé, libéraux et hospitaliers, avec pour objectif d'augmenter nettement l'adhésion à la vaccination contre la grippe et la COVID19 pour les publics vulnérables et les professionnels de santé, promouvoir les gestes barrière en institution comme dans la vie quotidienne, et contribuer ainsi à diminuer les tensions hospitalières liées aux épidémies hivernales

V- Enjeux communication

Pour se donner de la lisibilité dans ce champ en termes d'impact auprès de la population, l'Agence régionale de santé – Délégation départementale du Loiret propose que le groupe partenarial se dote :

- D'outils partagés permettant de suivre l'évolution des objectifs (taux de participation aux dépistages etc...) et permettant de connaître les données au niveau des EPCI
- D'un volet communication qui permette de relayer auprès des professionnels de santé par le biais de leurs réseaux, ainsi qu'auprès des populations (avec des vecteurs qu'il convient de préciser ...) les campagnes de prévention et de promotion de la santé auprès des PS du département et des populations ciblées : grippe, gestes barrière, vaccinations, mesures d'hygiène des publics dans les piscines, communication en matière également de prévention et lutte contre le bruit etc....

LILO Santé, outil de communication initié par la FRAPS, très en lien également avec les coordonnateurs de CLS, peut être promu comme le vecteur de communication du groupe départemental partenarial de prévention, avec un élargissement des acteurs composant son comité de rédaction.

GLOSSAIRE

Terme	Définition
AAH	Allocation aux adultes handicapés
ALD	Affection de longue durée
AM	Assurance maladie
AME	Aide médicale de l'État
ARS	Agence régionale de santé
CAF	Caisse d'allocations familiales
CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement
CC	Communauté de communes
CCAS	Centre communal d'action sociale
CCMSA	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole
CépiDc	Centre d'épidémiologie des causes de décès
CHU/CHRU	Centre Hospitalier Universitaire / Centre Hospitalier Régional Universitaire
CIHL	Comité Interentreprises d'Hygiène du Loiret
CLS	Contrat Local de Santé
CNAMTS	Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés
COG	Code officiel géographique (INSEE)
CPAM	Caisse primaire d'assurance maladie
CPTS	Communauté Professionnelle Territoriale de Santé
CRCDC	Centre Régional de Coordination du Dépistage des Cancers
CROCT	Comité Régional d'Orientation des Conditions de Travail
CV	Centre de vaccination
CVL	Région Centre-Val de Loire
DDETS	Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités

DO	Dépistages Organisés des cancers
DRAJES	Délégation régionale académique à la jeunesse et aux sports
DREES	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques
DREETS	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
DTP	Vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite
EPCI	Etablissements publics de coopération intercommunale
ETP	Education thérapeutique du patient
ESMS	Etablissements et services médico-sociaux
FIR	Fonds d'Intervention Régional
FRAPS	Fédération régionale des acteurs en promotion de la santé
GDPPPS	Groupe départemental prévention et promotion de la santé
HAD	Hospitalisation à domicile
HPV	Human Papillomavirus
IDEO	Intervention à domicile d'évaluation et d'orientation
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
IST	Infections sexuellement transmissibles
IVG	Interruption volontaire de grossesse
LILO Santé	Lettre d'information Loiret Orléans Santé
MDA	Maison des adolescents
MSA	Mutualité sociale agricole
MSP	Maison de santé pluridisciplinaire
ORS	Observatoire régional de la santé
PCO	Plateforme de coordination et d'orientation
PDLHI	Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne
PETR	Pôle d'équilibre territorial et rural
PMI	Protection maternelle et infantile
PRAPS	Programme régional d'accès à la prévention et au soins

PRIAC	Programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie
PRS	Projet régional de santé
PRSE	Plan régional santé environnement
PRST	Plan régional de santé au travail
QPV	Quartier prioritaire de la politique de la ville
RP	Recensement de la population (INSEE)
UDI	Unité de distribution d'eau potable
UFS	Urbanisme favorable à la santé



Place du Martroi - Orléans - Loiret © Leonid Andronov - AdobeStock

POUR
EN
SAVOIR



Rendez-vous sur le site de l'ARS

www.centre-val-de-loire.ars.sante.fr

 « feuilles de route départementales
prévention promotion pour la santé »



**Agence régionale de santé
Centre-Val de Loire**

DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE
DU LOIRET

Cité Coligny
131 rue du faubourg Bannier
BP 74 409
45044 Orléans Cedex 1

02 38 77 32 32
ars-cvl-dd45@ars.sante.fr